



Nous y sommes ! La crise financière ! Le système international fondé sur la dérégulation est en faillite ! Un vent de panique souffle sur les principales places financières aux États-Unis, en Europe, en Asie et même en Amérique du sud.

Pourtant le capitalisme de notre époque, dont on n'arrêtait pas de nous vanter les bienfaits, était sensé "s'auto-réguler".

À l'inverse au nom de l'équilibre financier international, les marchés financiers se sont nourris de la détérioration de la condition humaine : chômage, précarité, déconnexion des salaires par rapport au travail, augmentation de la durée du travail. Au nom de la Bourse, tous les outils de régulation de l'Etat ont été abandonnés : les banques centrales sont devenues indépendantes, les protections sociales, l'assurance-maladie, les retraites, l'énergie... tout a été sacrifié sur l'autel de la rentabilité, car rien ne devait entraver les profits des marchés financiers... C'est la politique de Sarkozy depuis 2002 ! Sa prétendue « rupture » a servi à nourrir les actionnaires de ce système : pour preuve ses 15 milliards d'euros par an de cadeaux fiscaux aux plus riches de notre pays.

La crise financière met par terre tous les discours qui vantaient les bienfaits du marché. Elle met par terre également tous les discours en faveur du Traité de Lisbonne (remake de la Constitution européenne) rejeté par les peuples, et qui sacre l'économie de marché, la libre circulation des capitaux et la concurrence "libre et non faussé".

On sait maintenant que cette logique n'aura eu pour conséquence que dégradations écologiques, alimentaires et inégalités sociales sur la planète.

Une nouvelle période s'ouvre, très dangereuse pour la paix et la démocratie si l'on se réfère à ce qu'a montré l'histoire dans des situations comparables. Le Krach de 1929 a conduit directement à la 2^{de} guerre mondiale. "Si nous voulons éviter que cette époque funeste se reproduise, le premier devoir de la Gauche est de reposer la question de la redistribution des richesses sur la planète, en Europe et en France. Même si les États-Unis le refusent, car ils

vivent à crédit du reste du monde et qu'ils ne sont pas prêts à renoncer à leur hégémonie sur le reste du monde, c'est un devoir de le faire.

C'est à ce titre, qu'avec mes collègues de gauche, nous nous engageons pour réhabiliter les notions de planification économique et écologique, défendre le service public et la réappropriation collective des richesses nationales, en refusant l'Europe du traité de Lisbonne et du grand marché transatlantique sans barrière douanière et un ordre mondial basé sur la guerre.

J'invite tous ceux qui se réclament de cette volonté à venir nous rejoindre dans tous les combats qui participent d'un monde plus juste et solidaire.”

La paix a besoin de vous.